

MOUVEMENT OUVRIER ET MOUVEMENT SOCIAL

UN PROBLEME DE DEFINITIONS

Elie FRUIT

Que nous nous référions au dictionnaire ou au sens commun, nous constatons qu'à l'évidence l'expression "mouvement ouvrier" est loin d'être univoque et que sa signification a évolué dans le temps de manière assez approximative.

A commencer par le mot "ouvrier" lui-même. Pour LITTRÉ, l'ouvrier est "celui qui travaille de la main pour différents métiers". A cette formulation que nous jugerions aujourd'hui à certains égards restrictive, tous les militants ouvriers contemporains au philologue, pour la raison inverse, n'auraient probablement pas souscrit. N'est-ce pas VARLIN qui, à la conférence de L'INTERNATIONALE OUVRIERE de LONDRES en 1865, à une époque où la condition de l'artisan était en général plus proche de celle de l'ouvrier de la fabrique, faisait ce distinguo en déclarant : "Est travailleur ouvrier quiconque est salarié et soumis au risque du travail".

Cette affirmation démontre le sentiment aigü qu'avaient les principaux intéressés de la primauté de leur condition de salariés et de ses sujétions pour définir leur "classe".

Par ailleurs, constatons que depuis longtemps déjà le mot "ouvrier" est entré en concurrence avec "travailleur" dont la connotation est plus étendue. Ce phénomène de langage traduit, à n'en pas douter, l'adaptation du vocabulaire à l'évolution d'ensemble de la condition des salariés. Sous l'empire de la révolution industrielle, en effet, avec le progrès des sciences et du machinisme, la proportion de ceux qui travaillent directement la matière brute (les ouvriers stricto sensu) n'a cessé de régresser tandis que s'accroissaient dans les usines et dans les ateliers le nombre des emplois d'alimentation, de surveillance et de réparation des machines et, que parallèlement, se développait de manière inouïe la population des bureaux.

Conséquence de cette transformation, l'opinion paraît s'être habituée à confondre sous le même vocable : "ouvriers", ou de préférence "travailleurs", aussi bien les travailleurs manuels que les employés, les vendeurs de magasin, les petits fonctionnaires, les techniciens du bas de l'échelle, les O.S. dont le sigle est passé dans le langage courant, en bref tous ces salariés qui partagent entre autres caractéristiques, celle, dominante, d'être confinés dans des tâches d'exécution souvent répétitives.

Cette évolution sémantique aux contours assez flous, reconnaissons-le, ne saurait être absente de la problématique de l'historien social. Aussi, comment s'étonner que celle-ci apparaisse encore largement dominée par l'empirisme et la subjectivité du chercheur. Car, en dépit des progrès réalisés ces récentes années dans la voie de l'élargissement des sources, de l'affinement des critères, de la rigueur quantitative (nous pensons aux savantes études, dont certaines sont maintenant publiées, sur la structure sociale des grandes villes françaises au XIX^e siècle), il n'existe pas dans cette branche de la recherche historique d'appareil méthodologique reconnu qui fasse l'unanimité.

L'évolution des vocables entre aussi dans le champ des pièges qui guettent l'historien. Ainsi Pierre GUILLAUME, l'auteur d'une thèse très

remarquée sur la population de BORDEAUX au XIXème siècle a relevé que le commis-négociant qui était un jeune bourgeois au début de ce siècle, n'était plus qu'un employé à la fin; ce changement, écrit P. GUILLAUME, lui est apparu en constatant dans les actes de mariages que les commis-négociants épousaient des ouvrières...

Pour l'expression "militant ouvrier", en revanche, les choses paraissent plus simples, comme allant de soi. Jean MAITRON, l'artisan du magistral "Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français", y a introduit sans problème, selon une formule qu'il emprunte à Henri de SAINT-SIMON : tous ceux (travailleurs manuels ou intellectuels théoriciens ou hommes d'action) qui, "à un moment quelconque de leur vie, ont désiré l'amélioration de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse". Le critère de participation à l'action collective paraît dans ce cas déterminant.

L'ambiguïté renaît avec l'usage indifférencié qui est parfois fait des deux expressions : "mouvement social", "mouvement ouvrier".

Le "mouvement social" (c'est en tous cas l'acceptation que lui donne le collectif d'historiens de la revue qui porte ce titre) est un générique désignant les institutions dont s'arment certaines catégories sociales qui recherchent, sur la base de la communauté d'intérêts qui unit leurs membres, l'amélioration de leur condition (ne dit-on pas, par exemple, le "mouvement ouvrier" mais aussi "le mouvement des jeunes patrons", le "mouvement des jeunes agriculteurs", etc...).

Dans cette optique, il y a entre "mouvement social" et "mouvement ouvrier" (la formule est du professeur M. DAVID) : "un rapport de genre à espèce, le premier débordant largement le second".(1)

Le point commun aux deux expressions, c'est qu'elles désignent toutes deux une organisation, des institutions, celles-ci pouvant cependant revêtir des formes juridiques diverses : syndicats groupés ou non en fédérations, confédérations, unions, associations du type loi de 1901, etc...

Le "mouvement ouvrier", quant à lui, peut s'entendre comme la série des institutions qui ont pour objet l'affirmation et la poursuite d'objectifs spécifiques de la "classe ouvrière" (ou des "travailleurs", pour nous conformer au vocabulaire d'aujourd'hui) : syndicats, partis de "gauche", mutuelles, coopératives, associations de jeunes travailleurs, etc...

Par ailleurs, nous serions incomplets en ne mentionnant pas l'extension prise par le terme "mouvement". A la signification d'origine, et toujours actuelle, d'agitation et d'action collective tendant à produire un changement d'opinion ou d'organisation sociale, ou à obtenir la satisfaction d'une revendication, s'est superposée la notion de "mouvement" en tant qu'institution propre à faire aboutir ce changement.

Cette tentative de clarification du vocabulaire faite, et pour autant que nous y soyons parvenu, il convient de s'interroger sur les débuts du "mouvement ouvrier", en laissant toutefois de côté l'identification de ses phases historiques qui réclamerait des observations d'une autre nature.

Nous le savons, la naissance au XIXème siècle de cette nouvelle catégorie sociale, la "classe ouvrière", apparaît en corollaire du développement de la "révolution industrielle". La prise de conscience par les intéressés des conditions de leur exploitation, favorisée par la diffusion de l'idéologie socialiste sous ses diverses formes, s'est traduite par la multiplication d'organisations (syndicales, coopératives,

(1) Cf. M. DAVID - Les travailleurs et le sens de leur histoire - 1966

politiques) dont les aspirations, selon des modalités différentes, étaient globalement : à court terme, l'amélioration des conditions d'existence du prolétariat; à long terme, la transformation des bases mêmes de la société.

C'est donc en regard de l'existence de ces organisations au milieu du XIXème siècle qu'il est possible de parler de "mouvement ouvrier". Toutefois, il est permis d'en voir l'ébauche, durant la période 1825-1830, dans les premières sociétés de secours mutuel qui se donnaient pour but déclaré l'attribution de secours aux victimes de maladies ou d'accidents mais dont certaines, en créant clandestinement une "caisse de grève", se posaient déjà en organisations de résistance aux employeurs.



LES ANNALES HISTORIQUES COMPIEGNOISES

modernes et contemporaines

Revue trimestrielle de la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE (moderne et contemporaine) de COMPIEGNE, affiliée à la Société des Etudes Robespierristes et à la Fédération des Sociétés Savantes de Paris et d'Ile de France.

Les N°s 1, 2, 3-4, 5 de Janvier 1978 à Janvier 1979, sont totalement épuisés.

N° 6 : Compiègne dans l'entre deux guerres (avril 1979)
87 p. offset - 12 F (presque épuisé)

N° 7 : Religion et Révolution (1789-95) (Juillet 1979)
72 p. offset - 12 F (épuisé)

N° 8 : La forêt dans l'histoire (XVIII° - XX°) (Octobre 1979)
84 p. offset - 12 F (presque épuisé)

N° 9 : Compiègne et l'Oise à la Belle Epoque (Janvier 1980)
95 p. offset - 15 F (épuisé)

Suppléments au N° 9 : (disponibles)

- Tramways de Picardie (4 p. avec photos) : 4 F

- Si Nogent sur Oise m'était conté (cartes postales anciennes)
par J.M. TOURNEBIZE - 50 F (40 F pour les sociétaires et abonnés)

N° 10 : Gournay sur Aronde (XVI° - XVIII° - XX°) (avril 1980)
90 p. offset - 15 F (disponible)

N° 11 : Patrimoine (I) : chemins de fer, cuisine, éducation ...
84 p. offset - 15 F (disponible) (juillet 1980)

N° 12 : Patrimoine (II) : les orgues de Compiègne et sa région
(Octobre 1980)
102 p. offset, 12 planches de photos H.T. - 20 F (disponible)

Pour se procurer les N°s encore disponibles, écrire ou téléphoner au siège de la Société, 82 bis rue de Paris 60200 COMPIEGNE - Tél. (4) 420.26.52.

Libeller les chèques bancaires ou postaux à l'ordre de la Société d'Histoire de Compiègne.